

Vincent REYNOUARD

LUCIE AUBRAC MENT !



**LA MILICE N'A FAIT QUE SE DÉFENDRE
CONTRE LES ATTENTATS DES MAQUISARDS**

Collection « Sans Concession », n° 1

Dans cette brochure, V. Reynouard démontre, documents à l'appui, que Lucie Aubrac, figure emblématique de la « Résistance » ment de façon éhontée lorsqu'elle s'adresse aux jeunes.

Table des matières

Pourquoi Lucie Aubrac n'a pas vu de réfugiés qui fuyaient le stalinisme

L. Aubrac « oublie » que c'est la France qui a déclaré la guerre au Reich

Trois autres mensonges de L. Aubrac

Sur les 99 pendus de Tulle

Sur la vie sous l'Occupation

Sur les « crimes » de la Milice



LUCIE AUBRAC MENT !

Lucie Aubrac reste une figure emblématique de la Résistance. Malgré son âge, elle intervient dans beaucoup d'établissements scolaires afin de diffuser la « bonne » parole officielle.

Que vaut cette parole ? Pour répondre à cette question, écoutons L. Aubrac et confrontons ses allégations aux documents historiques disponibles...

Pourquoi Lucie Aubrac n'a pas vu de réfugiés qui fuyaient le stalinisme

L. Aubrac justifie son engagement aux côtés des antifascistes en disant :

J'ai vu arriver les Italiens et les Polonais en France, puis une deuxième vague d'Italiens et d'Allemands qui fuyaient le fascisme et une troisième émigration avec les Républicains espagnols. J'ai toujours été révoltée par l'injustice, par le fait que des gens n'avaient pas le droit d'exister [1].

Il faut lui répondre que durant cette période, elle n'a pas vu de réfugiés qui fuyaient le stalinisme parce qu'en Russie — à la différence de l'Allemagne nationale-socialiste, de l'Italie fasciste ou de l'Espagne franquiste — fuir était quasiment impossible. Pour ceux

Dessin des années 30 dénonçant le stalinisme. Ses victimes ne pouvaient pas fuir...



que le « petit père des peuples » considérait comme des ennemis, c'était la déportation en Sibérie ou la mort ; les millions d'Ukrainiens victimes de la famine organisée en 1932-1933 peuvent en témoigner. Eux n'avaient pas le droit de vivre et ils n'ont pas pu se réfugier en France !

L. Aubrac « oublie » que c'est la France qui a déclaré la guerre au Reich

Ailleurs, L. Aubrac à l'impudence de déclarer qu'elle refusait l'occupation de la France « *par une armée nazie [...] qu'on n'avait pas du tout invitée* » [1]. De qui se moque-t-elle ? N'est-ce pas la France qui, à la remorque de l'Angleterre :

[1] : Voy. *Le Perche*, 7 mars 2002, p. 44.

[1] : Voy. *Le Perche*, 21 février 2002, p. 6.

- a déclaré la guerre au Reich le 3 septembre 1939 [1] ?
- a laissé saboter l'ultime offre de médiation italienne (acceptée par Hitler) 48 heures plus tard [2] ?
- a repoussé avec mépris les offres de paix allemandes du 6 octobre 1939 [3] ?



Lucie Aubrac en 2002

Georges de la Fouchardière (*alias* Jean Chatel) a donc eu raison d'écrire après la défaite de 1940 que les soldats allemands étaient « nos invités » :

Mais oui, nos invités.

Nos grands chefs politiques ont convié les Allemands à venir en France, par cette sorte de défi qui, en langue vulgaire, s'exprime ainsi : « Chiche ! ». Par leur incoercible bêtise, ils ont tout fait pour qu'ils viennent [...].

Puis, chefs civils et militaires se sont repliés dans une région où ils peuvent encore un peu crâner.

Et ils nous ont laissé recevoir leurs invités [4].

[1] : Voy. *Le Livre Jaune Français* (Imprimerie Nationale, 1939), pp. 412-414, pièces n° 367 et 368. L'ambassadeur français à Berlin, Georges Coulondre, a signifié au ministre des Affaires étrangères allemand, Joachim von Ribbentrop, que « l'état de guerre » existait entre les deux pays. Dans son ouvrage déjà cité *La Résistance expliquée à mes petits-enfants*, L. Aubrac écrit tout de même : « Je dois vous rappeler que le 3 septembre 1939, la France et l'Angleterre ont déclaré la guerre à Hitler [...] » (p. 9). [2] : Voy. V. Reynouard, *Les crimes « libérateurs » contre la paix* (auto-édité, 1995), pp. 221 et ss. [3] : Voy. *Quand les démocraties repoussaient les offres de paix d'Adolf Hitler* (éd. du VHO). [4] : Cité par Paul Allard dans *La guerre du mensonge* (Les Éditions de France, Paris, 1940), pp. 262-263.

Trois autres mensonges de L. Aubrac

L. Aubrac profite donc de l'ignorance des jeunes pour proférer les contrevérités les plus évidentes. Son livre *La Résistance expliquée à mes petits-enfants* est d'ailleurs rempli de mensonges (sans compter les simples erreurs [1]). Trois exemples suffiront.

Sur les 99 pendus de Tulle

A page 24, elle déclare sans plus de précision :

La BBC nous informait aussi sur ce qui se passait en France. C'est elle qui nous apprenait [...] que les nazis avaient pendu quatre-vingt-dix-neuf habitants de Tulle.



Un livre truffé d'erreurs et de mensonges

Ainsi laisse-t-elle accroire aux néophytes que les Allemands auraient pendu ces gens comme ça, sans raison valable. Or, on sait que ces pendaisons ont été décidées en représailles, suite à l'a-

[1] : A la page 10, par exemple, l'auteur prétend que la France et l'Angleterre ont déclaré la guerre au Reich parce que Hitler « avait, en envahissant la Pologne, rompu le pacte qu'il avait signé à Munich ». C'est absurde, car le pacte de Munich du 29 septembre 1938 concernait la Tchécoslovaquie, pas la Pologne (pour le texte intégral du pacte, voy. *La Documentation catholique*, t. XXXIX, col. 1385). Il était d'ailleurs devenu sans effet après le dépeçement total de la Tchécoslovaquie en 1939.

troce massacre, par les maquisards de la région, d'un nombre — encore aujourd'hui — indéterminé de soldats de la Wehrmacht qui s'étaient rendus après une courte bataille [1].

Sur la vie sous l'Occupation

Plus éhonté encore mais dans le même registre, quatorze pages plus loin, un de ses petits-enfants lui dit : « *Il y a tout de même beaucoup de Français qui ont vécu tranquillement pendant ces quatre ans. Il y a des villages où on n'a jamais vu un soldat allemand* » (*Ibid.*, pp. 38-39). Si L. Aubrac avait été honnête, elle aurait dû confirmer, car cette affirmation est incontestablement vraie ; pendant l'occupation, les Allemands n'étaient pas partout, loin de là. Mais voici son commentaire en guise de réponse :

[1] : Voy. V. Reynouard, *Le massacre d'Oradour. Un demi-siècle de mis en scène* (éd. du VHO, 1997), pp. 429-431. Notons que, sur son site, l'association « Europe de la mémoire » évoque bien la bataille, mais tait soigneusement le massacre qui suivit. Sous le titre : « Les Pendus de Tulle », on lit : « *Le débarquement des armées alliées le 6 juin 1944 en Normandie a déclenché sur le territoire national un immense espoir et les différents groupes organisés appartenant aux forces de la Résistance ont manifesté des réactions diverses qui ne sont pas restées sans conséquences. En Corrèze, la nouvelle du débarquement a semble-t-il été connue le jour même du 6 juin et dès le 7 juin 1944 les forces de la Résistance appartenant aux F.T.P. (Francs Tireurs et Partisans, proches des organisations communistes) ont pris la décision d'attaquer la garnison allemande de Tulle. Après combat et pertes de part et d'autre (notamment 17 gardes-voies fusillés), les groupes allemands sont, si non maîtrisés, du moins assiégés et retranchés dans la manufacture d'armes. A la nuit tombante, sans doute alertée par l'occupant, l'avant-garde de la division " Das Reich " arrive sur Tulle et délivre la garnison. Le lendemain 8 juin, plusieurs véhicules lourds ainsi que des chars de combat entrent en ville et se rendent maître de la situation. D'autant que semble-t-il toute résistance a disparu. Constatant les pertes (tués ou blessés) allemandes, la colonne S.S. dès 6 heures du matin, rafle tous les hommes jeunes qu'elle prend en otages. Cinq, six ou sept cents personnes se retrouvent ainsi tout au long de la journée prisonnières et détenues dans la cour de la manufacture d'armes. Le lendemain 9 juin 1944, après de longues négociations entre les autorités allemandes et les autorités civiles et religieuses (dans le but de réduire le nombre des otages), 99 hommes sont pendus aux balcons du quartier de Souilhac et 311 sont déportés. »*

C'était vrai pour Oradour-sur-Glane, jusqu'au 10 juin 1944. Ce jour-là, une colonne allemande est venue, a brûlé les maisons, tué tous les hommes et incendié l'église dans laquelle ils avaient enfermé toutes les femmes et tous les enfants [...]. C'est cela la barbarie imprévisible d'une soldatesque (*Ibid.*, p. 39).

Je ne m'étendrai pas sur le caractère mensonger de la thèse officielle concernant Oradour ; une thèse que, sans surprise, l'ancienne Résistante reprend à son compte. Je note simplement que L. Aubrac ne veut rien dire de positif sur l'occupation ; même pas que, dans certaines régions, des gens ont pu vivre tranquillement. C'est déjà trop pour elle. Alors, elle cite un cas particulier — et mensonger — pour laisser croire que durant l'occupation, les Allemands arrivaient soudainement dans les coins les plus tranquilles et massacraient tout le monde, donc que toute la France aurait vécu en état de terreur permanente.

Sur la Milice

Mais le plus révoltant concerne la Milice, qu'elle qualifie d'« horrible Milice » (p. 30). Elle explique :

[Pétain] décrète sa création le 30 janvier 1943, pour le dixième anniversaire de l'arrivée de Hitler au pouvoir. Elle est composée de Français bien payés, armés, qui vont se conduire aussi sauvagement que la gestapo. Ils sont souvent plus terribles qu'elle, volent et tuent en toute impunité. De juin 1943 à juin 1944, il n'est pas de jour qui ne soit marqué par des incendies, des tortures, des exécutions sommaires (*Ibid.*, pp. 30-31).

Je passe rapidement sur le lien totalement illégitime que L. Aubrac établit entre le dixième anniversaire de l'arrivée au pouvoir de Hitler et la création de la Milice. Il n'y a là rien de plus qu'une concordance de date due au hasard des circonstances. Dans son discours inaugural du 30 janvier 1943, le chef de la Milice, Joseph Darnand, n'a d'ailleurs fait aucune allusion à l'arrivée au pouvoir de Hitler. Or, si vraiment le choix de la date de création avait été volontaire pour établir un lien, gageons qu'il l'aurait souligné.

Quant à prétendre que les Miliciens auraient « volé », la vérité est celle-ci : dans le cadre de sa mission de maintien de l'ordre et d'action sociale envers les plus démunis, la Milice combattit le marché noir. Le 30 janvier 1943, J. Darnand déclara :

Mais surtout, la Milice réprimera les actions frauduleuses du marché noir. Elle n'hésitera pas, pour peu que le gouvernement lui laisse certaines initiatives, à frapper avec discernement les malfaiteurs que leur adresse ou leur ruse, jointes à certaines complaisances, mettent souvent à l'abri [1].

Ayant reçu l'autorisation demandée, la Milice agit. Mais elle ne se contenta pas d'appréhender certains « gros requins du marché noir ». Lorsque l'un d'entre eux était arrêté, elle saisissait les stocks destinés à la revente illégale et les distribuait gratuitement dans les quartiers populaires afin d'aider les plus démunis [2]. En guise de preuves, voici quelques brèves glanées dans l'hebdomadaire *Com-*

Ci-dessous : Dans le cadre de l'action sociale et de la lutte contre le marché noir, des miliciens distribuent des bouteilles saisies.



[1] : Voy. le « Discours prononcé par le chef Darnand à Vichy, le 30 janvier 1943 devant le Chef du Gouvernement », deuxième page. [2] : Voy. *Pour la Milice, Justice !...*, préface du général Lavigne-Delville (éd. Etheel, Paris, sans date [1956]), p. 38.

bats que publiait la Milice (mois de mai 1943) :

Aude. Le 5 mai [1943] à la suite d'une filature qui durait depuis plusieurs jours, les francs-gardes ont arrêté deux individus chargeant 200 kg de sucre dans une voiture. Ce stock a été saisi et distribué à des familles nécessiteuses de prisonniers et de travailleurs en Allemagne [3].

Isère. [...] le 6 mai, des francs-gardes pénétrèrent dans une blanchisserie où ils découvrirent deux vaches fraîchement abattues. Peu de temps après, ils arrêterent le boucher qui venait prendre livraison de la viande. Les 390 kg de viande ainsi saisis furent distribués aux familles nombreuses [Id.].

Vaucluse. Le 6 mai, un chef et quelques francs-gardes cueillirent une camionnette transportant 500 kg de sucre. Amené à la permanence milicienne, le chauffeur dénonçait rapidement six de ses complices.

La camionnette conduite par les francs-gardes fit le tour des quartiers populaires où son chargement fut distribué à des ménagères stupéfaites. L'affaire fit grand bruit dans la ville et le lendemain la Milice fut obligée de dégager l'accès à sa permanence assaillie par un millier de clients qui attendaient une nouvelle distribution [Id.].

Grenoble : Le 12 mai, une équipe spéciale de la Franc-Garde découvre et saisit, dans le garage d'un transporteur, d'énormes quantités de viande, de vin et d'eau-de-vie. Le 13, plus de 100 kg de viande transportés clandestinement dans une remorque viennent s'ajouter à la prise précédente.

[3] : Voy. *Combats*, 22 mai 1943, p. 2.



Joseph Darnand à son procès

Le 15, la viande est distribuée aux familles nombreuses et nécessiteuses. Le 16, les ouvriers travailleurs de force reçoivent par nos soins deux litres de vin supplémentaires et l'eau-de-vie est remise à la Régie. En résumé, du 23 avril au 15 mai, 1 181 familles furent soulagées par nos différentes distributions [1].

Naturellement, après la « Libération », il fut aisé de présenter les trafiquants comme des « Résistants » et les saisies comme des vols.

Sur les « crimes » de la Milice



J'en viens maintenant aux assassinats « *en toute impunité* » dont la Milice se serait rendue coupable. Relevons tout d'abord une précision qui, quoi que matériellement fausse, se révèle capitale. L. Aubrac écrit (je souligne) : « *De juin 1943 à juin 1944, il n'est pas de jour qui ne soit marqué par...* » Si, vrai-

ment, la Milice avait été créée pour faire régner la terreur, ces (prétendus) meurtres auraient dû commencer dès février 1943. Pourquoi, alors, fallut-il attendre plusieurs mois (en vérité, un an et non pas cinq mois) ? La raison est simple. Parce qu'au départ, la Milice n'avait pas été créée pour exercer des représailles, mais pour soutenir la Révolution nationale. Elle n'avait d'ailleurs quasiment pas d'armes. Toutefois, ayant su démontrer son efficacité sur le terrain de l'action et de la propagande, la Résistance la prit pour cible. Après quelques attentats matériels sans grandes conséquences, les premiers assassinats (ou tentatives d'assassinat) survinrent. Le 24 avril 1943, un des chefs de la Milice, le jeune Paul de Gassowski, tomba atteint de huit balles de pistolet-mitrailleur [2]. Il laissait une femme enceinte de plusieurs mois. Quelques jours plus tard, à Tarbes, le milicien Gaeger reçut une balle dans la cuisse. Puis ce fut au tour d'Ayral, à Montauban, d'essuyer l'attaque d'un individu qui déchargea sur lui son revolver [3].

[1] : Voy. *Combats*, 29 mai 1943, p. 2. [2] : Voy. *Combats*, 8 mai 1943, pp. 1 et 2. [3] : Voy. *Combats*, 15 mai 1943, p. 2.

COMBATS

Abel BONNARD
de l'Académie Française
J. DARNAND
Paul MORAND

LES PAGES SOCIALES
LES LETTRES
LE CINÉMA
LES SPORTS

GASSOWSKI REVOLUTION

mort pour notre

A MARSEILLE, le 28 avril, à 10 heures du matin... Rue Chappé, à la permanence de la Milice Française, quatre francs - gardes en uniforme veillent le corps de Paul de Gassowski.

La rigidité des garde-à-vous, la dure sobriété du kaki et du noir des croisées marquent cette veille de l'emprise virile et rude de notre combat révolutionnaire.

Un drapeau tricolore recouvre le cercueil.

Depuis trois jours et trois nuits, les miliciens assurent la garde d'honneur.

Ce matin, dès son arrivée, le chef Darnand est venu là et il est resté longtemps face au cercueil.

Maintenant, portée sur les épaules de huit francs-gardes, le corps quitte la chapelle ardente.

Les centaines s'immobilisèrent au garde-à-vous et lentement le cortège se forme. Paul de Gassowski est accompagné jusqu'à l'église des retournés par sa famille, ses amis, ses miliciens.

Le glas tinte. Sur le parvis, Mgr Delay, évêque de Marseille, entouré de son chapitre accueillant la dépouille mortelle.

Les gardes à cheval mettent sabre au clair.

Les troupes à pied présentent les armes.

Et, sur la Connétable, dans le soleil, jusqu'au Vieux-Port, la foule émue se découvre.

De la tête de la fontaine de la Méduse, le cercueil monte vers la nef, sous la voûte des drapereaux légionnaires.

Dans l'Eglise tendue de noir et pavée aux couleurs nationales la cérémonie religieuse se déroule.

Mgr Delay donne l'absoute.

Au pied de l'église, une tribune est dressée face à laquelle vient,

maintenant se placer le cercueil.

C'est le colonel Lejay, qui, au nom de ses camarades, rend hommage au chef mort et jure de suivre son exemple en toutes circonstances.

Joseph Darnand prend la parole : — La Milice Française vient d'être trappée en la personne d'un de ses chefs.

C'est au nom de la Milice Française tout entière que je viens saluer aujourd'hui la dépouille de notre camarade Paul de Gassowski, assassiné par les communistes.

En faisant tuer Paul de Gassowski, nos adversaires ne se sont pas trompés : ils ont éliminé un élément d'élite, ils ont supprimé une valeur.

Appartenance : à une famille d'officiers des armées de terre et de mer, dont les diverses générations donnaient avec largesse au cours des guerres leur sang à la Patrie, Paul de Gassowski avait hérité de ses aïeux sa âme de soldat.

Aussi, dès qu'il démobilisé, chercha-t-il l'occasion de « servir » en se donnant corps et âme à un mouvement : s'il jugeait capable d'assurer le relèvement de son pays.

Le S. O. n. obtint vite de lui l'engagement d'honneur qu'il exigeait de tous ses membres et que Paul de Gassowski a su tenir jusqu'à sa limite suprême.

Souffrant comme nous tous de l'incompréhension qui nous sépare encore de tant de Français aveuglés par leurs passions, il avait l'ambition de « se faire connaître » sous notre viril visage : il voulait rendre à la Milice populaire.

Militant national de toujours, capitaine de réserve mobilisé en 39-40, S. O. n. de la première heure, révolutionnaire généreux et ardent, alliant à un sens politique éprouvé des qualités de cœur incontestables, Paul de Gassowski était le type « âme au milicien.

A sa femme à qui il laissait le

poir d'un enfant et qui fut toujours pour lui compas et loyale et fidèle dont il avait besoin pour maintenir son effort de chaque jour, à ses parents, à ses amis, aux légionnaires, à tous ceux qui le considéraient et qui l'aimaient, je tiens à exprimer au nom de la Milice Française notre profonde tristesse en même temps que notre légitime fierté.

En prononçant ces paroles, ce n'est pas seulement aux assassins de Paul de Gassowski que je m'adresse. C'est aussi et surtout à ceux qui ont à mes yeux mérité. Nous n'avons pas l'habitude de prêter de vaines menaces. Mais nous avons une haine mémoire et nous n'oublirons personne.

Fidèles au serment que nous avons prêté, nous mènerons jusqu'à son terme, coûte que coûte, la lutte entreprise.

Sûrs de notre vérité, lettrés dans notre loi, lettrés dans notre résolution, nous avons l'orgueil de croire que nous représenterons en France les vrais « français ».

Ceux qui ont « acquis » les champs de bataille et le droit de parler de la guerre.

LE 18. LA SUITE EN DIXIÈME PAGE

A CHA

Usa Combats, 29 mai 1943, p. 2.

L'Em...
par...
borgné il le ré-arali de proff...
d'oi n'est. Mais enté uls-on-ns bien ;
du côté ou l'ail lin manque.

Plus un proffiv-nous passionné,
plus nous nous d'ons d'aider à son
sord de foudre et d'impia-
pabilité timide. Je ne de l'éclat, n'est
s'écou-

Dans *Combats*, Pierre Cance prévint :

Il y a quelques mois, nous sommes partis avec un chef, avec une idée. Il y a du sang sur notre route. Mais nous avons plutôt la vocation du soldat que du martyr [Id].

Dès le lendemain, à Montauban, le milicien Leplat échappa de justesse à une tentative d'assassinat ; deux balles déchirèrent ses vêtements [1]. Le 20 mai, un camarade de Saint-Meard-de-Durçon, cultivateur de son état, fut agressé chez lui ; il parvint toutefois à tuer l'un de ses agresseurs et à mettre en fuite l'autre [2]. Mais, le 29 mai, le chef régional de la propagande des Bouches-du-Rhône, le docteur Bouysson, fut assassiné à Marseille. Et le 5 juin, toujours à Marseille, le milicien Laugier tomba grièvement blessé [3].

Par la suite, les attentats redoublèrent. Début juin, dans le seul département de l'Isère, on en compta dix en une semaine, sept bombes mises devant ou dans des maisons de miliciens et trois agressions à main armée [4]. Le 25 juin 1943, à Grenoble, un jeune milicien de 17 ans, Henri Burgat, tomba sous les balles de deux individus qui étaient venus lui remettre une fausse convocation pour le STO [5]. Neuf jours plus tard, à Lyon, un jeune homme de 21 ans, Gulbal, périt dans un attentat ; il n'était plus milicien, mais ses meurtriers semblaient l'ignorer [6]. Le 14 août, Costes de Toulouse fut abattu [7]. Le 26, le chef de la Milice en Isère, Pierre Leyssieux, fut à son tour victime d'un attentat et grièvement blessé ; trois balles l'atteignirent au ventre, les autres lui sectionnèrent les doigts de la main droite [8]. Le lendemain, un juif



[1] : Voy. *Combats*, 22 mai 1943, p. 2. [2] : Voy. *Combats*, 5 juin 1943, p. 2. [3] : Voy. *La Gerbe*, 3 juin 1943, p. 2 (on y parle du docteur Buisson) ; *Combats*, 5 juin 1943, p. 1 et 4 septembre 1943, p. 1. [4] : Voy. *Combats*, 12 juin 1943, p. 2. [5] : Voy. *Combats*, 3 juillet 1943, p. 1 et 4 septembre 1943, p. 1. [6] : Voy. *Combats*, 4 septembre 1943, p. 2. [7] : Voy. *Combats*, 4 septembre 1943, p. 1. [8] : Voy. *Combats*, 28 août 1943, p. 1 et

de 20 ans blessa mortellement un camarade de Toulouse, Louis Mas ; celui-ci succomba à ses blessures le 6 septembre [1]. Deux jours plus tard, le 29 août, deux Francs-Gardes, Lencou et Lacroix furent abattus [2].

Début septembre, un milicien de Mâcon, Grement, qui se rendait à la messe, échappa de justesse à une tentative d'assassinat [3]. Mais le 17 septembre, à Valréas, Norbert Borrelly, père de sept enfants, fut tué de six balles dans le ventre alors qu'il allait, comme tous les matins, acheter son journal [4]. Cinq jours plus tard, un retraité milicien de La Ciotat, Wareibe, tomba atteint de plusieurs balles tirées à bout portant par trois individus [5].

Jusqu'à présent, la Milice, passablement désarmée, était restée absolument sans réagir. De plus, J. Darnand était formel et répétait :

Nous n'avons pas le droit, nous, de sortir de la légalité, sur ce terrain. Les méthodes lâches du terrorisme ne sont pas dignes des combattants en uniformes que nous sommes [6].

Si bien que les assassins s'enhardirent. A partir de ce moment, les meurtres furent si réguliers que *Combats* créa une rubrique spéciale intitulée : « La Milice en deuil » (en page 2). Dans la seule journée du 5 octobre, deux miliciens, Jules Petit et Berthelot, furent assassinés [7]. Puis, dans une même semaine, ce fut au tour

4 septembre 1943, p. 1. Resté plusieurs jours entre la vie et la mort, P. Leyssieux s'en sortira tout de même, mais avec une invalidité partielle permanente de 50 %. Dans une lettre écrite sur son lit d'hôpital, il déclarera : « Ils me trouveront donc encore en face d'eux, moins fort physiquement, bien sûr, mais moralement davantage décidé s'il se peut » (voy. *Combats*, 4 décembre 1943, p. 2).

[1] : Voy. *Combats*, 4 septembre 1943, pp. 1 et 2 et 11 septembre 1943, p. 2. [2] : Voy. *Combats*, 4 septembre 1943, p. 1. Dans cette édition, Lacroix était répertorié parmi les blessés. Mais avait succombé à ses blessures le 2 septembre (voy. *Combats*, 11 septembre, p. 1). [3] : Voy. *Combats*, 25 septembre 1943, p. 2. [4] : Voy. *Combats*, 25 septembre 1943, p. 2. [5] : Voy. *Combats*, 2 octobre 1943, p. 2. [6] : Voy. *Pour la Milice. Justice !...*, op. cit., p. 40. [7] : Voy. *Combats*, 9 octobre 1943, p. 2.

Fragment de
la page 2 de
Combats,
16 octobre
1943

LA MILICE EN DEUIL

CHARLES BARBE EST MORT

Il y a quelques semaines, nous avons annoncé que notre camarade de Tarbes, Charles Barbe, s'était vu un an à la V. L., qui s'était déjà distingué sur le front de l'est, venait d'être grièvement blessé au cours d'un engagement, avec les partisans.

Il avait été mortellement blessé de cinq balles dans différentes parties du corps : transporté dans un hôpital de campagne, il dut d'abord subir l'amputation immédiate d'une jambe, mais l'on pouvait quand même conserver quelques espoirs de le sauver.

Aujourd'hui, nous apprenons la triste nouvelle de sa mort. A ce sujet, le capitaine Jean Bastompierre écrivait le 1^{er} octobre aux quelques ligues du chef Joseph Barnaud :

« De passage au camp de Polignac, j'ai appris le décès de Barbe, l'ami de la terre que j'en ai été bouleversé. Tu sais avec quel enthousiasme nous étions partis l'année dernière, comme deux frères. Je ne suis affecté, me dit-il, que par la mort, mais je ne suis pas sûr de lui et de son sacrifice. Félix Agnely et Barbe devaient venir pour nous tous les deux, accomplir grâce à eux tous les deux, plus forts, pour continuer la mission qui nous avait rapprochés et qui a jamais. Mais comme je souffrais de n'avoir pu être la tête de lui pour l'insister dans la douleur et pour être le vainqueur ! »

« Je vous de recevoir un grand coup, mais je ne veux pas me laisser abattre. Nous, venons de perdre un homme exceptionnel dont notre pays avait eu bien besoin. Je ne cesse de prier pour lui, à sa famille et à sa femme. »

Charles Barbe est mort. Avec lui, notre mouvement perd l'un de ses meilleurs. Tous nos camarades sont en deuil. Là-bas, en Russie, tant au combat, comme plus tard, c'est tout plein sur son lit de douleur, le jeune lieutenant a su, mieux que tous autres, montrer le vrai visage d'une nouvelle jeunesse française, ardente et décidée.

Charles Barbe, qui laisse une charmante jeune femme et une famille qui pleure aujourd'hui dans une douloureuse fièvre un héros, restera pour nous tous un modèle.

Tous nos camarades conserveront le souvenir d'un bon frère qui a su montrer magnifiquement le chemin du courage et de l'honneur.

« A Font-Saint-Expiat, jeudi, à 22 h. 15, le milicien Georges Guez et sa femme étaient assis à une table de la halle du cinéma dont ils sont propriétaires. Tout à coup, un individu se détachant d'un groupe de consommateurs se précipita vers le couple et, à bout portant, déclencha son automatique sur notre camarade.

« Au même instant, un second ter-

rien disparurent aussitôt dans la nuit.

Tandis que M. Alphonse Guez était transporté en toute hâte à la clinique du docteur Marzi, son fils, Georges, mortellement blessé, ne tardait pas à rendre le dernier soupir. Hélas, en dépit d'une délicieuse intervention chirurgicale, M. Guez n'a pu échapper à son tour dans la nuit de vendredi.

Nos services ont immédiatement ouvert une enquête.

Docteur en droit et officier de réserve, M. G. Guez était titulaire de la croix de guerre qui lui valut, au cours de la campagne 1939, son courage et ses grandes qualités d'animateur.

Les obèques de notre malheureux camarade Georges Guez et de son pauvre père ont été célébrées dimanche à Font-Saint-Expiat, en présence d'une assistance nombreuse et recueillie.

Tout à l'heure, M. l'abbé, M. l'abbé et M. l'abbé, ainsi que M. le Préfet du Gard, représentant le gouvernement, rendirent un suprême hommage aux malheureuses victimes de ce lâche attentat et exprimèrent leur certitude de voir bientôt venger de pareils crimes.

M. Arènes Fillou et ses 18 enfants achevèrent de dîner, lorsque vers 13 heures, un individu masqué fit soudainement irruption dans la cuisine : « Haut les mains ! » cria-t-il et, au même instant, il lâcha une rafale de mitraillette atteignant « a » et eut Pierre Fillou, inspecteur de police à Troncon et blessé mortellement d'une balle au poumon. Enche Mlle Claire Fillou, âgée de 15 ans, aussitôt, n'ayant que son corps, leur père se précipita, mais d'une chute à la poursuite de l'agresseur, hélas ! à peine avait-il fait quelques pas qu'il s'écroula, grièvement atteint par le feu d quatre autres terroristes qui se trouvaient dans la cour.

Mardi, deux autres de nos camarades payèrent encore de leur sang leur attachement à la cause de leur idéal révolutionnaire au cours de deux drames d'une savante ironie.

Georges Giraud, âgé de 38 ans, résident, chef de trentaine à Clermont (S.-et-L.), collectait de la soixantaine de personnes l'ensemble lorsque deux individus décapités le carraient, s'approchèrent de lui. L'un d'eux tira alors le char-

geur de son revolver sur notre malheureux camarade qui s'écroula mortellement atteint, cependant que le second bandit protestait la fuite du tour et la sienne tenant en respect de sa mitraillette la fuite effrayée.

Durant la nuit de mardi à mercredi, Valeyre, instituteur au petit bourg de Cahus (Jura) maria sans enfant, mais dont l'épouse attendait, mais dont l'épouse attendait, mais dont l'épouse attendait à la garde des voies ferrées lorsqu'il fut assailli et abattu de plusieurs coups de feu. Quand il s'écroula, les gardes voies du secteur, qui étaient venus pour constater la mort de notre camarade, le firent transporter à l'hôpital de Cahus.

« Au même instant, un second ter-

rien disparurent aussitôt dans la nuit.

Tandis que M. Alphonse Guez était transporté en toute hâte à la clinique du docteur Marzi, son fils, Georges, mortellement blessé, ne tardait pas à rendre le dernier soupir. Hélas, en dépit d'une délicieuse intervention chirurgicale, M. Guez n'a pu échapper à son tour dans la nuit de vendredi.

Nos services ont immédiatement ouvert une enquête.

FOU

On doit même m'expliquer toute la situation dans une telle situation.

C'est à

SAONE

SAONE

SAONE

SAONE

SAONE

SAONE

SAONE

SAONE

SAONE

SAONE

SAONE

SAONE

SAONE

SAONE

SAONE

SAONE

SAONE

SAONE

SAONE

SAONE

SAONE

SAONE

SAONE

SAONE

SAONE

SAONE

SAONE

SAONE

SAONE

SAONE

SAONE

SAONE

SAONE

SAONE

SAONE

SAONE

SAONE

SAONE

SAONE

SAONE

SAONE

SAONE

SAONE

SAONE

SAONE

SAONE

SAONE

SAONE

SAONE

SAONE

SAONE

SAONE

SAONE

SAONE

de Georges Guez, abattu à bout portant alors qu'il était assis à la terrasse d'un café en compagnie de son épouse et de son père (lequel fut grièvement blessé en tentant de porter secours à son fils) ; de Mlle Claire Fillou, 19 ans, mortellement blessée d'une balle au poumon par des individus qui visaient son père et l'atteignirent gravement ; de Georges Giraud, assassiné alors qu'il collectait de la laine pour une œuvre de bienfaisance [1] ; d'Henri Maître, fauché par une rafale de mitraillette alors qu'il était dans la cour de sa ferme [2] et de Valeyre, criblé de balles dans le dos alors qu'il se rendait à la garde des voies ferrées ; tout comme P. de Gassowski, il laissait une épouse enceinte [3].

Le 27 octobre, un chef des troisième et quatrième services départementaux de la Milice, Pierre Cornier, fut retrouvé abattu d'une rafale de mitraillette alors qu'il regagnait son logement ; âgé de 28 ans et titulaire de la Croix de guerre, il était père d'un enfant de 4 ans [4]. Le lendemain, un chef du troisième Service départemental de la Milice, Georges Gras, 40 ans et père de trois enfants, fut assassiné par trois individus qui étaient entrés chez lui prétextant une demande de consultation [5]. Le 2 novembre, le chef de la première Centaine de la Haute-Garonne, Berger, fut tué par l'explosion d'une bombe [6].

C'en était trop. Pour la première fois, J. Darnand annonça, en termes certes voilés, l'éventualité de représailles. Dans un article paru en première page de *Combats* sous le titre : « Alerte Militaires », il écrivit :

Depuis plusieurs mois, les terroristes de zone sud s'acharnent contre nous. Jusqu'ici, la lutte était inégale : nous étions matériellement hors d'état de riposter, ou même de nous défendre. Aussi, chaque jour nous apportait-il la nouvelle d'un attentat contre une de nos permanences, ou l'assassinat d'un de nos militants. Demain, les assassins frapperont sans

[1] : Voy. *Combats*, 16 octobre 1943, p. 2. [2] : Voy. *Combats*, 30 octobre 1943, p. 2. [3] : Voy. *Combats*, 16 octobre 1943, p. 2. [4] : Voy. *Combats*, 13 novembre 1943, p. 2. [5] : Voy. *Combats*, 6 novembre 1943, p. 2. [6] : Voy. *Combats*, 13 novembre 1943, p. 2.

doute encore, mais les Miliciens auront les moyens de résister. Nous avons déjà vengé nos morts [allusion aux quelques agresseurs tués par des miliciens armés]. A l'avenir, nos vengeance seront plus fortes et plus dures [1].

J. Darnand disait vrai : les terroristes ne reculèrent pas. Le 15 novembre au petit matin, un milicien de 74 ans, le général Philippon, fut tué à bout portant et dans le dos par un jeune cycliste d'environ 18 ans [2]. Dans la même semaine, deux autres miliciens furent mortellement blessés (*Ibid.*, p. 2). La semaine suivante, ce fut au tour du chef régional Jacquemain, père de huit enfants (trois balles dans la tête, deux dans le corps), de son camarade Frank (cinq balles dans la tête) et des deux frères Georges et Marcel Lacote (abattus ensemble d'une rafale de mitraillette) [3]. Le 24 novembre, un hôtelier de l'Ain devenu depuis peu milicien, Camille Barberet, fut criblé de balles devant son établissement par un commando composé d'une vingtaine d'hommes ; peu après, un camarade de 28 ans, marié et père d'un enfant de neuf mois, fut abattu à Poligny dans le Jura [4].

A cette date, la Milice avait essuyé plus de 100 attentats à la bombe contres des permanences et des maisons particulières ; 33 miliciens avaient été tués et 165 autres blessés [5]. Le 28 novembre, J. Darnand prit la parole à Nice. Pour la première fois, il annonça que la Milice avait déjà opéré des représailles et qu'elle allait s'armer largement pour riposter :

J'ai décidé de faire payer à nos agresseurs et à leurs complices leurs forfaits.

Ils ont déjà payé. On prétend que nous allons trop fort, pourtant je répète : « Désormais, nos représailles seront plus fortes et plus rudes ».

A l'intimidation, il faut répondre par une répression impitoyable. Notre décision est prise [...].

[1] : Voy. *Combats*, 6 novembre 1943, p. 2. [2] : Voy. *Combats*, 20 novembre 1943, pp. 1 et 2. [3] : Voy. *Combats*, 27 novembre 1943, p. 2. [4] : Voy. *Combats*, 4 décembre 1943, p. 2 et 18 décembre 1943, p. 2 (rectificatif concernant son état matrimonial). [5] : Voy. *Combats*, 4 décembre 1943, p. 1.

Notre calme a pu surprendre, notre résignation passer pour de la peur. Nous nous sommes préparés.

Tous nos efforts, depuis cinq mois, ont consisté à nous fournir l'armement indispensable à notre sécurité et à notre bataille.

[...] aujourd'hui, je vous apporte les moyens que vous réclamez. D'autres vont suivre.

Ces armes ont déjà servi. Jacquemin et Franc, nos derniers martyrs, ont été vengés. Les représailles sont arrivées, et nos adversaires sont prévenus.

Je méprise ceux qui, se faisant l'écho de Londres et d'Alger, nous accusent de pousser à la guerre civile. On n'encourage pas à la guerre civile quand on abat des êtres malfaisants, quand on protège les vies des Français et le patrimoine national [1].

A partir de ce moment, la Milice commença à exercer des représailles ciblées mais sans pitié [2]. Interrogé début janvier 1944 par *Je Suis Partout*, J. Darnand, lança :

Enterrement d'un milicien tué à Pantin



[1] : Voy. *Combats*, 4 décembre 1943, p. 1. [2] : Dans sa préface au livre *Pour la Milice. Justice !...*, le général Lavigne-Delville écrit (p. 7) qu'il fallut attendre le 73^{ème} assassinat touchant la Milice pour que son chef donne l'autorisation à ses troupes de riposter. A mon avis, c'est une erreur, il faut lire « 33^{ème} ».

Est-ce que Vichy va rester en carafe?

JE SUIS PARTOUT

Le grand hebdomadaire politique et littéraire

UNE INTERVIEW DE JOSEPH DARNAND

‘Aucun des crimes de nos ennemis ne restera impuni’

par P.-A. Cousteau

Le 14 mai 1944, Joseph Darnand, chef de la Milice française, a été interviewé par P.-A. Cousteau. L'entretien a été publié dans le numéro du 14 mai de *Je Suis Partout*. Le 14 mai 1944, Joseph Darnand, chef de la Milice française, a été interviewé par P.-A. Cousteau. L'entretien a été publié dans le numéro du 14 mai de *Je Suis Partout*.

Camus

[...] le temps de l'indulgence est passé. La Milice française a supporté pendant cinq mois [à partir de mai 1943] les coups des assassins, sans riposter. La terreur s'est accrue, a touché tous les milieux politiques, toutes les professions, toutes les personnalités, même celles qui se croyaient garanties des mitraillettes amies.

Nous nous sommes organisés pour la lutte, nous avons étendu notre réseau de renseignement, nous nous sommes armés, et vous le savez, notre réplique a été brutale. Nous poursuivrons sans faiblesse nos justes représailles. Je répète ce que j'ai déjà affirmé : « la vie humaine est trop précieuse pour qu'on puisse la sacrifier sans examen ». Mais que nos adversaires sachent, et ils le savent bien, qu'aucun de leur crime ne restera impuni, que nous frapperons et les assassins et les complices.

On ne compose pas avec les hors-la-loi. On ne discute pas avec les professionnels du crime [...].

Pourtant — qu'on me comprenne bien — je n'ai pas l'intention d'encourager des représailles individuelles, de livrer l'exercice de la justice aux citoyens. Ces méthodes nous conduiraient au désordre et à la guerre civile. Les représailles doivent être ordonnées par une autorité supérieure [1].

C'est ainsi que, petit à petit, les compagnons de J. Darnand en vinrent à participer, l'arme au poing et parfois aux côtés des Allemands, à la lutte contre la Résistance.

Ce long rappel démontre que la Milice n'avait pas été créée pour tuer. Au départ, elle devait uniquement soutenir la Révolution nationale par une action sociale sur le terrain. Si, par la suite, elle a versé du sang, ce fut pour répondre aux frappes de la Résistance. Peu après l'assassinat de P. de Gassowski, P. Cance avait lancé aux gens d'en face : « Vous avez tiré les premiers » [2]. C'est incontestablement vrai.

Aujourd'hui, toutefois, L. Aubrac cache cette vérité. Sachant que les jeunes n'iront jamais consulter la collection de *Combats* et qu'aucun ancien milicien ne sera jamais invité pour lui répondre, elle réécrit l'histoire à sa façon en n'éclairant que la moitié de la scène ; elle occulte les dizaines d'attentats commis contre la Milice, elle occulte les 33 miliciens assassinés et les 165 blessés sans que l'organisation de J. Darnand ne réagisse. Avec une impudence

[1] : Voy. *Je Suis Partout*, 7 janvier 1944, p. 1. [2] : Voy. *Combats*, 8 mai 1943, p. 2.

éhontée, elle commence l'histoire à partir du moment où la Milice a exercé des représailles ; ce qui lui permet de dépeindre ses membres comme des assassins, des voleurs et des bourreaux. L. Aubrac n'est donc rien d'autre qu'une vulgaire menteuse à qui on laisse le champ libre pour falsifier l'Histoire.

Tous ces mensonges doivent être dénoncés pour saper à la base la propagande orchestrée auprès des jeunes.

La collection « Sans concession » est diffusée par Vision Historique Objective.

Vous pouvez obtenir un catalogue gratuit sur simple demande à l'adresse suivante :

**V.H.O.
B.P. 256
B-1050 BRUXELLES 5**